

Haut-Karabagh : un conseiller politique joue le rôle de lanceur d'alerte sur les mouvements de troupes azériennes

Description

Par Stéphane Altasserre (sources : *ARMENPRESS, Panorama AM*)

À la suite de la guerre du Haut-Karabagh (territoire majoritairement peuplé d'Arméniens en territoire azérien) qui a opposé Erevan et Bakou de février 1988 à mai 1994, les relations arméno-azériennes sont restées tendues. Les timides rapprochements entamés ces dernières années ne l'ont été que sous la pression du groupe de Minsk (co-présidé par la France, la Russie et les États-Unis). En mars 2018, en pleine période de campagne électorale azérienne et arménienne, les deux voisins se sont accusés mutuellement de ne pas respecter leurs engagements et la tension est à nouveau montée d'un cran dans la région.

En Arménie, l'attention de l'opinion publique s'est momentanément éloignée de cette question en avril 2018 pour se concentrer sur la révolution de velours et ses enjeux, tels que l'opposition à l'ancien président Serge Sargsian (Parti républicain) puis l'élection du député Nikol Pachinian, figure emblématique de la « contestation de la rue », au poste de Premier ministre.

Cependant, Tigran Abrahamyan, le conseiller arménien du président de la République d'Artsakh (Haut-Karabagh) Bako Sahakyan, a récemment rappelé à l'opinion publique arménienne que les tensions avec le voisin azérien restaient d'actualité. En effet, le 20 juin 2018, il est intervenu publiquement pour dénoncer des mouvements de troupes azériennes et des violations du cessez-le-feu à proximité de la frontière, sur la « ligne de contact et de défense », depuis deux mois. Ainsi, plusieurs canons d'artillerie et des mortiers auraient été alignés par le voisin azérien.

T. Abrahamyan a fait part de son inquiétude et appelé les observateurs internationaux de la zone à se montrer attentifs, voire à être prêts à intervenir pour éviter un nouvel embrasement dans le Caucase. Selon lui, seules les grandes puissances peuvent obliger Bakou à négocier une solution politique. Dans le cas contraire, pour le conseiller, « la solution militaire reste toujours à l'ordre du jour de l'agenda politique de l'Azerbaïdjan ». La mobilisation de forces militaires lors d'une période troublée en Arménie est perçue comme la preuve que Bakou reste aux aguets, attentif à tout affaiblissement du pouvoir à Erevan ou aux éventuels signes de division de la société arménienne qui pourraient être exploités politiquement ou militairement. Le conseiller prône un déploiement et des actions punitives de la part des forces de défense du Haut Karabagh (Nagorno Karabakh Army).

date créée

23/06/2018

Champs de mots